

Direction régionale et interdépartementale
de l'Environnement et de l'Énergie en Île-de-France
Unité départementale des Yvelines

ARRETE DE MISE EN DEMEURE N°2017-42137
concernant la société PLASTYL
pour les installations exploitées à ABLIS (78660) - 28 rue de la Mairie

Le Préfet des Yvelines,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement ;

Vu le récépissé préfectoral en date du 21 juin 1993 donnant acte à la société PLASTYL de sa déclaration relative à l'exploitation à Ablis (78660), 28 rue de la Mairie, d'activités relevant de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 janvier 1996 mettant à jour le classement des activités de la société PLASTYL pour ses activités exercées 28 rue de la Mairie (78660) Ablis ;

Vu l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2000 mettant à jour le classement des activités de la société PLASTYL pour son établissement situé 28 rue de la Mairie (78660) Ablis ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 12 décembre 2002 imposant à la société PLASTYL des prescriptions complémentaires relatives au dépôt d'un dossier sur la base de l'article 3 du décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pour les installations qu'elle exploite à Ablis (78660) 28 rue de la Mairie ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 9 juillet 2012 mettant à jour le classement des installations exploitées par la société PLASTYL sur le site d'Ablis (78660) 28 rue de la Mairie et prévoyant des mesures relatives à l'adaptation progressive des locaux :

- installation d'un système de détection incendie dans les ateliers (article 7.6) : fin 2012 ;
- hangar de matières premières (article 8.2.1) : détection incendie et étude du comportement au feu des bâtiments (fin 2012) modification des stockages (mi 2013) ;
- extinction automatique de l'atelier de transformation avec réserve d'eau de 360 m³ ;
- rétention des eaux d'incendie dans une zone étanche de 360 m³

Vu le courrier de l'inspection des installations classées en date du 9 juillet 2013 faisant suite à sa visite d'inspection réalisée le 27 juin 2013 demandant à la société PLASTYL de l'informer des actions engagées suite aux remarques formulées ;

Vu le courrier du 8 juillet 2013 par lequel la société PLASTYL a transmis à l'inspection des installations classées des précisions et confirmé la mise en œuvre de l'amélioration des stockages notamment et sollicité des adaptations telles qu'une fréquence de curage de son système de curage de son système de déshuilage-débouillage moins fréquente ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 5 avril 2017 faisant suite au contrôle effectué le 22 mars 2017 sur le site exploité par la société PLASTYL à Ablis (78660) 28 rue de la Mairie ;

Vu le courrier en date du 12 avril 2017 transmettant à l'exploitant le rapport d'inspection du 5 avril 2017 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

Vu le courrier en date du 15 mai 2017 par lequel l'exploitant émet des observations sur le projet d'arrêté qui lui a été notifié le 14 avril 2017 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 17 mai 2017 ;

Considérant que lors de l'inspection du 22 mars 2017 l'inspection a constaté les non-conformités notables suivantes :

- **Non-conformité notable 1** : la société PLASTYL n'a pas satisfait à la prescription relative à la mise en place d'une détection d'incendie avec alarme sonore dans le hangar de stockage de matières (article 7.6 Dispositifs de prévention et d'alerte) ;
- **Non-conformité notable 2** : la société PLASTYL n'a pas satisfait à la prescription relative au comportement au feu du bâtiment de stockage des matières plastiques (article 8.2.1.1) ;
- **Non-conformité notable 3** : l'inspection a constaté le stockage de matières plastiques dans les allées du bâtiment de stockage entraînant de ce fait une aggravation du risque de propagation en cas d'incendie et une gêne possible des services de secours.
- **Non-conformité notable 4** : la société PLASTYL n'a pas effectué les contrôles de ses rejets atmosphériques et n'est pas en mesure de montrer le respect des valeurs limites d'émission (VLE) prévues par le chapitre 3.3 de son arrêté préfectoral.
- **Non-conformité notable 5** : la société PLASTYL ne respecte pas la périodicité annuelle des contrôles des rejets aqueux de ses installations et n'est pas en mesure de démontrer que ses rejets ne dépassent pas les valeurs limites d'émission fixées par l'arrêté préfectoral (article 4.4.1).

Considérant que dans son courrier du 15 mai 2017 l'exploitant a précisé des délais sans justifier le fait que ceux-ci ne répondaient pas aux délais envisagés dans le projet de mise en demeure ;

Considérant que l'exploitant envisage de satisfaire à ces demandes pour la partie d'étude (devis, lancement des études en fin d'année) mais qu'il ne donne aucune précision sur l'impossibilité de faire celles-ci plus tôt et n'indique pas quand seraient faits les travaux de mise en conformité ;

Considérant qu'en ce qui concerne la mise en place d'une détection incendie sur le bâtiment de stockage des matières plastiques et l'étude de son comportement au feu, il s'agit de dispositions prévues par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 9 juillet 2012 et que ces exigences avaient été rappelées à l'exploitant lors de la précédente inspection le 27 juin 2013 ;

Considérant qu'il convient en conséquence, eu égard aux risques incendies susceptibles de survenir sur les installations en l'absence de détection incendie et de garantie sur la résistance au feu des bâtiments, de maintenir les délais prévus dans l'arrêté préfectoral de mise en demeure initialement transmis à l'exploitant ;

Considérant que compte tenu de la persistance du non-respect des dispositions prévues par l'arrêté préfectoral du 9 juillet 2012 pour les non-conformités notables 1 à 5 il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8-I du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er : La société PLASTYL exerçant une activité de transformation de polymères, sur la commune d'Ablis (78660) 28 rue de la Mairie, **est mise en demeure**, à compter de la notification du présent arrêté de respecter les dispositions suivantes de son arrêté préfectoral d'autorisation du 9 juillet 2012 :

- **Article 7.6. Dispositifs de prévention et d'alerte :** satisfaire à la prescription relative à la mise en place d'une détection d'incendie avec alarme sonore dans le hangar de stockage de matières **sous un le délai de 3 mois** ;
- **Article 8.2.1.1. Comportement au feu des bâtiments :** satisfaire à la prescription relative au comportement au feu du bâtiment de stockage des matières plastiques en transmettant les résultats de l'étude technico-économique demandée **sous un délai n'excédant pas 2 mois**, accompagnés d'un échéancier de réalisation des travaux qui seraient nécessaires afin de respecter les dispositions de l'article 8.2.1.1.
- **Article 8.2.1.2. Aménagement et organisation du stockage :** respecter le principe des allées vides de tout stockage entre les racks du bâtiment de stockage **dans un délai de 2 mois**.
- **Chapitre 3.3. Valeurs limites de rejet des effluents atmosphériques :** effectuer les analyses et contrôles prévus par l'arrêté **dans un délai de 3 mois** et de communiquer les résultats dès réception à l'inspection. Si des dépassements sont constatés, l'exploitant fera le diagnostic de l'origine des écarts constatés et proposera les mesures correctives de nature respecter les valeurs limites d'émission fixées par l'arrêté préfectoral.

• **Article 4.4.1. Eaux pluviales** : respecter la périodicité annuelle des contrôles des rejets aqueux de ses installations et les valeurs limites d'émission fixées par l'arrêté préfectoral en du 9 juillet 2012 en :

- analysant les raisons des dépassements des valeurs de rejets aqueux de 2013 (état général du site, maîtrise de la dispersion des matières dans les ouvrages de canalisations, entretiens des réseaux...)
- prenant les mesures correctives nécessaires concernant l'exploitation et l'entretien des ouvrages ;
- effectuant **dans un délai de 6 mois** le contrôle des rejets pluviaux au titre de l'année 2017.

Article 2 - Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3 - Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, par le destinataire de la présente décision dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté.

Article 4 - le présent arrêté sera notifié à la société PLASTYL et publié au recueil des actes administratifs du département.

Copie en sera adressée au : secrétaire général de la préfecture, sous-préfet de Rambouillet, maire de la commune d'Ablis, directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France, chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le **18 MAI 2017**

Le Préfet

Le chef de l'unité territoriale des Yvelines


Henri KALTEMBACHER